

Des visages, des figures **Rendre visible l'invisible**

Après la Seconde Guerre mondiale, le projet politique européen visait à éviter d'autres grandes catastrophes. Aujourd'hui, les politiques migratoires en Europe ne contribuent pas à honorer cette ambition. En 2009, l'université Saint-Louis accueillait près d'une centaine de sans-papiers et décidait de les accompagner dans leur lutte collective pour la régularisation de leur statut en Belgique.

FLORENCE DELMOTTE

« Nous allons voir des matchs de football, et plus des combats de gladiateurs. » Par ces mots, le sociologue d'origine juive allemande Norbert Elias (1897-1990) résumait, dans *La solitude des mourants*, ce qui lui apparaissait comme un progrès, timide, mais essentiel, de l'humanité tout entière. Comme nulle autre sans doute, la société contemporaine rejette vieillards et malades du monde des vivants. Toutefois, vivant depuis des siècles au sein d'États certes souvent en guerre, mais fondés sur l'interdiction légale de la violence privée, nous supporterions moins que jamais le crime et la souffrance d'autrui et commencerions à comprendre que, dans ce monde depuis longtemps globalisé, nous dépendons de plus en plus les uns des autres. Nous serions arrivés non pas à éradiquer le mal que les humains peuvent causer à d'autres humains — comment le prétendre, parlant du XX^e siècle, surtout quand on a été comme Elias condamné à l'exil dès 1933, malgré cela interné en 1940 sur l'île de Man en tant qu'Allemand, orphelin d'Auschwitz et apatride pendant plus de vingt ans ? Au moins serions-nous parvenus à mieux identifier les « grandes catastrophes » et souhaiterions-nous éviter leur reproduction avec plus de fermeté que jadis. En un mot, nous aurions appris à nous mettre à la place d'un autre de plus en plus éloigné et différent de nous. Après 1945, le projet européen, associant des anciens ennemis, semblait même vouloir œuvrer à la disparition de cette catégorie politique.

La partition du monde en amis et en ennemis, cette « vision conflictualiste » dont parle Denis Duez dans ce même numéro, l'Europe est pourtant loin de l'avoir éradiquée. Pis, selon lui « elle transpire, parfois explicitement, des

discours et documents européens », en premier lieu ceux qui concernent la politique des frontières. Comme si celle-ci, « en identifiant une menace commune, celle d'un sans-papier ou d'un "clandestin" détournant à son profit des emplois ou des biens sociaux en voie de raréfaction », permettait d'offrir, enfin, un principe d'identification, un « nous », aux citoyens d'Europe, à travers la désignation, la stigmatisation et le rejet d'un « eux » menaçant et flou, envahissant et sans figure.

FAIRE D'UN ENNEMI UN AMI

À l'opposé de cette vision, la lutte en faveur de la reconnaissance des droits des sans-papiers doit tout ou presque aux militants de la cause, avec ou sans papiers. À ceux qui se soucient de pérenniser le mouvement, d'assurer sa reconnaissance comme force politique, de faire bouger le rapport de force. À ceux qui se sont jetés souvent corps et âme dans ce combat, de petites victoires en grandes désillusions, de procès en procès. Au risque pour certains de sombrer, à force d'assumer seuls ce qui est de notre responsabilité à tous et constitue d'abord notre échec, à nous qui n'avons pas vécu les descentes de police au petit matin, les expulsions forcées, l'aéroport, Semira Adamu, morte. Mais si le héros est aussi, dans le Talmud, « celui qui fait d'un ennemi un ami », chacun a un rôle à jouer dans l'histoire, qui consiste d'abord à rendre ou à reconnaître un visage à ces humains sans papiers.

En 2009, les facultés universitaires Saint-Louis (Fusl), petite université bruxelloise, décidaient d'accueillir une cinquantaine de sans-papiers. Mamane (dit Ibrahim), Abdel, Léon, Guy, Isabelle, leurs compagnons et leurs enfants faisaient jusque-là partie d'un groupe plus large basé à l'ULB, mais refusaient la solution radicale d'entreprendre une grève de la faim. Le 9 mars 2009 vers 15 heures, le recteur, des membres du personnel et quelques étudiants attendaient ainsi, sur le trottoir du boulevard du Jardin botanique, ceux qu'on appellera un temps les « sans-papiers de Saint-Louis », qui allaient occuper six mois durant la salle de sport située, au cœur de l'établissement, à côté de la bibliothèque. Cette occupation connut ses moments difficiles, compte tenu surtout des atermoiements des responsables politiques, dont les fausses promesses semblaient condamner les sans-papiers à la division. Mais ces six mois furent aussi une leçon de solidarité et de vie sans précédent dans l'histoire de Saint-Louis.

Le quotidien de cette rencontre a été filmé par trois jeunes réalisateurs, Céline Darmayan, Origan Canella et Sébastien Calvez, dans le film *9 Ter*. Il se retrouve également dans des milliers de mails échangés par des dizaines de personnes et évoquant notamment, depuis l'attente fébrile de nos hôtes, l'organisation colossale qu'a nécessitée l'accueil des sans-papiers pour une institution comme les Fusl (devenues depuis l'« université Saint-Louis »). Ces mails expliquent comment on a refait des douches, connecté des ordinateurs, engagé

des portiers pour assurer la sécurité des sans-papiers le weekend et la nuit, planifié des visites guidées de Bruxelles, prévu des cours de langue, organisé des permanences, assuré le ravitaillement, etc.

Bien sûr, il y avait à Saint-Louis, au départ, une poignée de collègues tout acquis à la cause qui ont facilement réussi à en convaincre d'autres. Bien sûr, tout le monde n'était pas d'accord d'accueillir des sans-papiers aux facultés, fût-ce trente (ils seront parfois près de cent), fût-ce pour quelques semaines (qui ont duré six mois). Bien sûr, il y aura, tout au long, de sérieux désaccords relatifs à la radicalisation du mouvement, aux conséquences de l'accueil, aux conditions de sa prolongation. Mais surtout il y a, à l'arrivée, un engagement, au sens fort, exceptionnel et croissant, des autorités académiques au personnel d'entretien, des services administratifs aux étudiants et aux professeurs, de l'aumônier aux chercheurs, toutes convictions religieuses et politiques présentes et confondues sinon également représentées.

LES FLUX ET LES STOCKS DES STATISTIQUES

L'« esprit des lieux » seul ne saurait rendre compte de l'évidence avec laquelle certains ont littéralement fait tout ce qui était « en leur pouvoir » pour — ce sont les mots du recteur de l'époque dans un message adressé à la communauté universitaire au lendemain de l'arrivée des « occupants » — « participer à cette opération humanitaire d'urgence » et « apporter leur soutien logistique ou moral » à cette « juste cause ». Ce qui explique cette mobilisation aussi spontanée qu'inattendue, c'est bien plutôt la présence proche et sensible de ces « sans-papiers », principalement des Africains de différents pays d'Afrique noire et des Équatoriens, souvent en couple, certains même avec de jeunes enfants », pour encore citer le recteur. Le fait de partager un thé, un peu de leur détresse, une bonne nouvelle, ou même seulement pendant six mois un couloir avec « eux » : des hommes, des femmes, des couples et des jeunes enfants « sans papiers ». Si tout fut fait pour aider à ce qu'ils les obtiennent, ces papiers, la prise de conscience par certains du caractère absurde de cette privation, la sortie de l'indifférence d'acteurs qui ne seront jamais des militants est une autre petite victoire de cette période. Une goutte d'eau, certes, mais qui contribue à « montrer la face privée de problèmes publics » (Gusfield), à rappeler aux individus leur capacité de s'émouvoir du sort d'autrui et de coopérer.

Flux, vagues, quotas, soldes, stocks. L'un des grands mérites de certaines études scientifiques est de mettre en lumière la réduction, par les politiques migratoires, des migrants à des chiffres, à de l'eau, à des choses. La lutte en faveur des sans-papiers a besoin qu'on rappelle sans relâche l'humanité des migrants et de ceux qui les accueillent. Que, derrière les chiffres et les statistiques, au lieu de vagues et de flux, il y a des individus qui ont un nom et une vie. Qu'ils sont des femmes, des hommes et des enfants « comme les autres ». Ou plutôt : qu'ils sont des nôtres. L'histoire des sans-papiers n'a pas besoin de martyrs. Elle n'en compte que trop. Elle a besoin de visages.

Sur la photo, Mamane Ibrahim Djibo, né le 20 mars 1980 à Maradi, Niger, pays qu'il a quitté en 2002 pour arriver en Belgique en 2005 après avoir traversé des déserts, pose avec mon fils, Marcel Louis Ibrahim, à l'occasion de son premier anniversaire, le 6 août 2010. Connaissant sa discrétion, je le remercie d'avoir accepté que je parle de lui et que je publie cette image. Nous nous sommes rencontrés à Saint-Louis en 2009 dans le contexte de l'occupation. Son pays d'origine n'était même plus capable de prouver son existence. Je l'ai connu luttant au nom d'un groupe que n'unit ni l'origine, ni la langue, ni la religion, aucun de ces leurre dont on prétend qu'ils fondent les communautés politiques. Se battant pour que soient régularisés des compagnons en meilleure posture que lui parce que parents, travailleurs, malades, ou depuis plus longtemps là. Nous rappelant le sens de la liberté, de l'égalité, de la démocratie et de la politique. Offrant à tous ce qu'il n'avait pas pour lui-même : l'espoir. À la différence de la plupart des ex-sans-papiers de Saint-Louis, Mamane n'a pas encore obtenu son permis de séjour pour cinq ans, contrairement à la promesse qui lui avait été faite en 2010 ; sa « carte » doit donc être renouvelée chaque année. Il travaille pour l'association Convivial où il est heureux d'accompagner des réfugiés et des demandeurs d'asile. *Inch Allah*, comme il dit, son premier enfant naîtra en Belgique cet été. C'est une fille. ■



« Des visages, des figures » : on reconnaîtra le titre d'une chanson de Noir Désir qui, sans faire référence aux migrants apparemment, évoque le « désert » et un « homme à la mer ». « Rendre visible l'invisible » était par ailleurs le titre de l'exposition des travaux d'étudiants de La Cambre-Architecture accueillie du 27 mars au 4 mai 2009 aux facultés universitaires Saint-Louis. Sur l'initiative de Christine Schaut, professeure à Saint-Louis et membre du Comité de soutien aux sans-papiers, les étudiants de l'atelier « Arts et Paysages » de Patrice Neirinck avaient pensé des interventions pour rendre visible la cause des sans-papiers dans l'espace public.